

Paul Grossrieder, ancien directeur du Comité international de la Croix-Rouge.

Le CICR l'a d'abord refusé pour son excès de compétences.

A 58 ans, l'ancien directeur général du CICR, Paul Grossrieder est aujourd'hui à la retraite. Avant de se rendre dans les différents coins chauds de la planète pour aider et protéger les victimes de guerre, ce Gruérien a été prêtre dans l'ordre des Dominicains durant vingt ans. Il a notamment passé huit années de sa vie au Vatican avant de quitter définitivement l'Eglise et d'être excommunié, puis régularisé.



Lorsqu'il présente sa candidature comme délégué au CICR (Comité international de la Croix-Rouge), le poste lui est refusé. On lui reproche son excès de compétences. Un de ses amis convainc toutefois le directeur des opérations de lui accorder un entretien qui lui vaut de rejoindre les rangs des délégués, avant de devenir le directeur général du comité. Il participe alors à la protection et à l'assistance des victimes de guerres nationales et internationales. La priorité porte sur les civils ainsi que sur les militaires hors défense : les prisonniers et les blessés. Le CICR intervient également auprès de combattants, d'armées officielles ou rebelles, afin de leur inculquer certaines pratiques conformes aux normes internationales humanitaires, notamment pour qu'ils préservent les populations civiles. Depuis plusieurs années, les activités du comité se sont élargies et concernent également le domaine sanitaire, en particulier l'alimentation en eau. Il arrive souvent dans une guerre que les canalisations soient volontairement détruites par l'ennemi. « Je l'ai vu dans la ville de Dili à Timor-Est. Notre personnel qui connaît le plan de distribution remettait l'eau en deux ou trois mouvements », précise Paul Grossrieder. Le Gruérien participe aussi au renseignement des familles dont des proches ont disparu ainsi qu'à leur réunion. « Je l'ai fait en Afghanistan, j'ai porté à Kaboul des messages de moudjahidin à leurs parentés. Afin de prouver qu'il s'agissait bien d'un de leurs membres, l'auteur du texte mentionnait un petit détail – un piano situé au deuxième étage, par exemple – affirmant qu'il connaissait bien la maison. »

Indépendance et neutralité. Les interventions des membres du CICR ont lieu dans toutes les guerres pour autant que les possibilités logistiques et politiques le permettent. Cela coïncide avec la volonté d'indépendance et de neutralité du comité. « Nous agissons de manière libre, en dehors de tous courants politiques ou religieux. La neutralité est avant tout un principe d'action. Elle nous aide dans notre propre sécurité. Nous ne sommes visés que si nous sommes perçus comme une menace pour les uns ou les autres, s'ils croient, par exemple, qu'on passe des informations à l'ennemi. » Ne représentant pas de menace pour les partis engagés dans les conflits, les délégués peuvent être en contact direct avec les victimes, ce qui est leur première vocation. « Même les derniers des voyous sont avant tout des personnes humaines qui ont le droit à la survie. Par la suite, cela ne les dispense pas pour autant de l'intervention de la justice. »

Conflits oubliés. Aujourd'hui, 75 délégations sont réparties à travers le monde. Elles sont notamment présentes dans la totalité – une quarantaine environ – des conflits actuels. Le CICR s'érige contre les hostilités oubliées. Pour Paul Grossrieder, un des pires conflits oubliés récents a été celui de l'Afghanistan : « Il était complètement jusqu'au moment où les Américains ont remis ce pays au centre du monde avec l'affaire Ben Laden. Il y avait un conflit permanent, une sécheresse dans le nord-ouest et une situation alimentaire dramatique vers le centre du pays dès que l'on sortait de Kaboul. Quand les Américains ont commencé à attaquer, tout à coup l'Afghanistan est devenu le pays aux 100000 victimes aux yeux de l'opinion publique alors que la situation ne s'est pas aggravée. En réalité, à plus ou moins 10 000 victimes près – c'est beaucoup et peu à la fois – il n'y a pas eu de changement. Quelques bombardements ont pu toucher des civils mais l'armée américaine a quand même fait attention. Bien que je ne sois pas en faveur des bombardements, c'est une des rares armées qui sait à peu près viser. »

Pas de don du Vatican. Les gouvernements financent le CICR à 85 %. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne représentent à eux seuls entre 30 et 35 %. Les Etats-Unis, l'un des plus grands donateurs, n'ont-ils alors pas tendance à mener le CICR par le bout du nez ? « Les fonds publics américains sont très importants pour nous, mais ils ne doivent pas nous handicaper. D'un autre côté, nous ne pouvons pas nous permettre d'être provocateurs gratuitement. (...) Des attaques gratuites – ou qu'ils estiment gratuites – auraient

immédiatement des conséquences, notamment financières. » Au niveau du financement, des petits Etats font aussi des efforts considérables, la Suisse et les Pays-Bas, par exemple, sont de grands donateurs. Les Français et les Allemands donnaient plus difficilement mais selon, M. Grossrieder, les choses s'améliorent. « Le Japon pourrait aussi faire un effort car c'est une grande puissance économique. Je pense que nous n'avons pas très bien compris comment nous y prendre. Ils ont une mentalité et une structure de financement différentes des nôtres. Il en va de même avec les pays de la péninsule arabique. »

2/3 des victimes aidées sont musulmans. Les pays arabes ont plutôt tendance à financer leurs propres structures d'aide. « Certaines sont très bonnes mais d'autres sont des suppôts d'acteurs peu humanitaires. » Pour tenter de les motiver et leur prouver que le CICR ne discrimine personne, il rappelle qu'environ 2/3 des victimes aidées sont des musulmans. Que donne l'Etat du Vatican ? Réponse de Paul Grossrieder : « Rien, ils ont leurs propres oeuvres. » Afin d'éviter toute discrimination, le CICR refuse les fonds attribués spécifiquement à une ethnie : « Dans le cadre du Rwanda, par exemple, si on nous avait dit tels fonds servent pour les Tutsis victimes du génocide, nous les aurions refusés. Nous recevons maintenant beaucoup de fonds affectés par continent et de moins en moins par pays. »

Changements dus au 11 septembre. A la suite des événements du 11 septembre le CICR a pris des mesures supplémentaires pour assurer la sécurité des délégations se trouvant dans les régions à risque. Le terrorisme international peut rendre difficile les interventions du CICR dans certains pays : « Par exemple dans le sud des Philippines, les délégués ne peuvent pas se rendre n'importe où ni faire n'importe quoi. Nos actions sont limitées. » Cela s'explique-t-il par le fait que dans ces pays on se méfie de l'emblème du CICR qui renvoie à la croix chrétienne ? « Il est vrai que depuis quelques années, il y a un ressentiment à l'égard de l'Occident. A mon avis, rares sont les fois où nous sommes visés en raison de la croix ou du croissant (voir encadré). Il s'agit plutôt d'une espèce de chaos incontrôlé. » L'emblème de la croix rouge n'est donc pas systématiquement assimilé au christianisme. « L'Indonésie est le plus grand pays musulman. Il possède une Croix-Rouge nationale et le président de celle-ci tient beaucoup à la garder par neutralité. Dans le vocabulaire local, la croix rouge et la croix du Christ sont deux mots différents. En Afghanistan, un taliban avec des responsabilités est venu à la délégation demander que nous mettions des croix rouges sur une mosquée pour la protéger, c'est bien pour dire qu'il y a des différences culturelles qui se dépassent de temps en temps. »

Plus de libertés au Vatican qu'au CICR. Selon M. Grossrieder, le CICR manque de souplesse : « Il est relativement rigide. Ça faisait rire les gens quand je disais qu'au Vatican il y a plus de libertés d'agir qu'au CICR. Quand un délégué est engagé, on va lui laver le cerveau avec certains principes. On lui dira ce qu'il doit faire et ce qu'il ne peut pas. Or sur le terrain, les situations rencontrées ne sont jamais exactement les mêmes que celles que les membres ont exercées. L'initiative du délégué de terrain est un peu étouffée par la puissante machine du CICR, ce qui permet, d'un autre côté, d'avoir plus d'efficacité. » Paul Grossrieder note que le recrutement, qui utilise des méthodes scientifiques, permet d'engager du personnel de qualité. « La moyenne est certainement meilleure qu'autrefois, cependant il nous manque quelques « fous » capables de prendre des initiatives. De nombreux chefs de délégation, qui agissaient ou agissent encore, ne seraient certainement plus pris au CICR aujourd'hui, ce qui est regrettable.

Deux emblèmes pour le CICR : « une bêtise ». La croix rouge et le croissant rouge sont tout deux des emblèmes du Mouvement Croix-Rouge et ont la même signification. Le second sigle est né lors de la guerre de Crimée. Les soldats du service sanitaire de l'armée ottomane, luttant contre les occidentaux n'acceptaient pas de porter la croix rouge qui évoquait la croix chrétienne donc l'ennemi occidental. Ils ont alors demandé de porter un croissant rouge, ce qui leur a été accordé provisoirement. Plus tard, en 1929, lors d'une révision des conventions, les deux emblèmes ont été introduits. Pour Paul Grossrieder, ceci est une bêtise : « La Croix-Rouge ne tient pas compte des religions, des politiques. Elle est universelle : Henri Dunant était Suisse et non pas d'abord chrétien. Tant qu'il n'y a qu'un emblème le mouvement peut se défendre de ne pas être religieux. » Actuellement le CICR se penche sur un nouvel emblème, mais il n'est pas facile d'en trouver un qui soit accepté par tout le monde et qui réponde à un certain nombre de critères dont, par exemple, celui d'être visible des avions. JR



USA-Irak : tous deux manichéens. Que penser de la situation actuelle entre les Etats-Unis et l'Irak ? Selon M. Grossrieder, les Américains utilisent une logique de dissuasion qui avait déjà servi durant la guerre froide : « Pour le moment, ils sont encore dans l'expectative. Ils sont prêts, mais il y a quand même une belle différence entre être prêts et attaquer – ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aura pas guerre. » Même s'il pense que l'Irak vit sous un « régime détestable » et « de terreur », l'ancien directeur général du CICR trouve qu'il y a une trop grande similarité entre la manière de réfléchir des Américains et des islamistes. « Les uns et les autres sont manichéens. Les islamistes expliquent que tous ceux qui ne sont pas comme eux sont mauvais, à très peu de choses près. De l'autre côté, Bush ne trouve rien de mieux à dire que le mal c'est les islamistes, sous-entendu qu'eux représentent le bien. Si chacun se prend pour le mieux incarné ça veut dire que l'autre est le mal et qu'il faut le détruire. Ça me dépasse un peu. »

Religion source de fanatisme? Est-ce que la religion est source de fanatisme? « Elle peut l'être potentiellement mais pas forcément. Tant que vous avez une image de Dieu qui intervient directement dans les affaires des hommes vous tombez dans cette logique. Ce qui fait le catastrophique, c'est de mêler l'histoire de Dieu et l'histoire des hommes (...) Le pire c'est de vouloir politiser Dieu, comme les islamistes et certains chrétiens intégristes qui veulent que la justice de Dieu s'incarne sur terre. » JR

Les discours de Paul VI ne tombaient pas du ciel. A 31 ans, Paul Grossrieder se rend à Rome pour consulter des archives du Vatican concernant son sujet de thèse de doctorat. Il est alors engagé par le ministre des affaires étrangères Casaroli qui, dit-il, « recherchait quelqu'un pour réfléchir un peu sur les problèmes internationaux. » De 1975 à 1983, il fait un travail d'analyse internationale « C'était une position semi-officielle, je traitais les sujets pour les diplomates en place au Saint-Siège. J'ai commencé à faire ce que l'on appelle le multilatéral, essentiellement dans le cadre de l'acte final d'Helsinki, où le Saint-Siège participait. Cela permettait de m'initier à la négociation multilatérale dans les réunions. Dans ce cadre-là, j'étais un peu le chef de la délégation. » Il débute son passage au Vatican avec Paul VI. Proche du Saint-Père, il est arrivé à Paul Grossrieder de préparer deux ou trois paragraphes internationaux pour les discours du pape : « On peut dire que j'ai contribué aux discours du pape, mais de toute façon les gens savent bien qu'ils ne tombent pas du ciel. » JR

Dominicain durant vingt ans puis excommunié. Paul Grossrieder né à Charmey le 27 novembre 1944. Son père est boucher et marchand de bétail. A 20 ans, Paul Grossrieder fait une année de noviciat en Belgique à la Faculté St-Louis à Bruxelles, dans le but de devenir prêtre dominicain. « Les dominicains sont divisés en provinces. Il y avait une coopération entre la Suisse et la Belgique qui sont de petite taille. » Le cycle de formation comprend trois années de philosophie suivie d'une licence en théologie. Pendant qu'il prépare cette dernière à Fribourg, il enseigne la philosophie et la religion à l'Académie Ste-Croix.

Vicaire à Genève. A 27 ans, il est ordonné vicaire d'une paroisse tenue par des dominicains à Genève. En même temps, il s'inscrit à l'Institut des hautes écoles internationales. « J'ai toujours eu un certain intérêt pour les relations internationales. J'y ai fait une thèse de doctorat sur le Saint-Siège et l'Afrique noire durant la colonisation de 1870-1890. » Devant se rendre à Rome pour sa thèse, il y restera jusqu'à l'âge de 39 ans.

Excommunié. C'est alors qu'il quitte la capitale italienne et par la même occasion l'ordre religieux. « C'était principalement pour des raisons de désaccord profond. D'un côté, je comprends deux ou trois choses que raconte Jean-Paul II, mais je ne m'identifiais pas à cela. Je ne me sentais plus en adéquation avec cette ligne de pensée notamment en ce qui concerne la morale individuelle. Personnellement je tiens à une cohérence intérieure. J'ai réfléchi très longtemps mais quand j'ai senti qu'on allait me donner des fonctions encore plus officielles, j'ai vite décidé de partir. » D'abord excommunié, il n'a été régularisé qu'en 2000 avec toutefois certaines limitations : « Par exemple, on ne me fait pas confiance pour enseigner le catéchisme, ils ont probablement raison... » Durant quelques mois il est au chômage durant lequel il s'essaie notamment au journalisme.

De délégué à directeur général. Il se propose ensuite au CICR mais il est d'abord refusé pour « excès de compétences ». Puis un de ses amis voit son dossier au CICR et convainc le directeur des opérations de l'interviewer. A 40 ans, il devient délégué pour le CICR à Bagdad. Une année plus tard il est chef de la délégation d'Angola durant 6-7 mois par accident. « J'étais chef-adjoint et mon supérieur est tombé gravement malade. » Après quoi il est nommé responsable de l'Afrique australe. Alors qu'il veut être envoyé au Nicaragua, Jean de Courten alors responsable de toute l'Asie lui propose de devenir son adjoint ce qu'il accepte avant d'en devenir lui-même le responsable. Deux ans et demi plus tard, à 46 ans il devient directeur-adjoint des opérations pour le monde entier avant d'être le directeur général du CICR. « Après 6 ans de direction, j'avais la possibilité de prendre une pré-retraite. Maintenant à 58 ans, je suis à la retraite.»

Président de la Société de télécabines de Charmey. Marié depuis 1995, Paul Grossrieder vit aujourd'hui à Charmey avec sa femme. Il a repris la présidence de la Société de télécabines de Charmey. « J'ai également de petites collaborations avec des journaux. Je vais donner aussi des séminaires sur les affaires humanitaires notamment à l'Université de Grenoble. En marge j'essaie de reprendre un vieux manuscrit qui est un peu autobiographique.»

Propos recueillis par Jean-Marc Angéloz

27.12.2002